

**ALLOCUTION DE SEM ALASSANE OUATTARA, PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE, PRESIDENT EN EXERCICE DE  
LA CEDEAO A LA CONFERENCE DES DONATEURS**

**MARDI 29 JANVIER 2013**

Je voudrais, pour commencer, vous remercier pour votre présence à cette Conférence des donateurs, qui se tient dans un contexte d'urgence, marqué par la nécessité d'un déploiement accéléré de la Mission Internationale de Soutien au Mali.

Je voudrais profiter de cette occasion pour adresser mes sincères remerciements au Premier Ministre de la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie pour avoir accepté d'abriter cette importante rencontre et pour l'accueil fraternel qui a été réservé aux différents participants. Je voudrais également saluer chaleureusement le Président Dioncounda Traoré dont la présence ici symbolise les espoirs que le peuple malien place dans la mobilisation internationale pour éradiquer le terrorisme.

Prévue par la résolution 2085 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et appuyée par l'ensemble de la communauté internationale, la tenue aujourd'hui de la Conférence des donateurs, constitue une étape décisive dans la conjonction de tous nos efforts en cours, en vue de mettre à la disposition de la MISMA, des ressources substantielles, indispensables à son déploiement effectif et à son opérationnalité sur le terrain pour la sécurité et la stabilisation du Nord Mali.

Depuis le déclenchement de la crise au Mali, la Communauté internationale fait preuve d'une unanimité remarquable dont les dernières manifestations sont l'adoption de la résolution 2085 et son appui à l'intervention militaire française au Mali à la demande des autorités maliennes et de la CEDEAO.

Cette unanimité internationale confirme que la guerre contre le terrorisme qui se déroule actuellement au Mali et au Sahel ne concerne pas seulement la seule CEDEAO ou l'Afrique, mais elle interpelle également l'Europe, les Etats-Unis et même l'Asie car l'arc de la menace terroriste traverse les principales régions du globe.

Aujourd'hui les terroristes ont ouvert un nouveau front au Sahel, proche des intérêts vitaux et stratégiques de nos Etats. Nul n'est plus à l'abri car ces forces négatives se révèlent de plus en plus structurées et dotées de ressources considérables, y compris technologiques et militaires.

La Guerre contre le terrorisme au Mali et au Sahel sera dure et certainement longue, son coût financier et matériel sera élevé, mais il n'est pas hors de portée de notre engagement, de notre détermination à éradiquer ce péni. Traiter efficacement cette question aujourd'hui se fera à moindre coût plutôt que si nous prenions le risque d'attendre plus longtemps.

L'engagement des Etats africains, le soutien logistique de plusieurs pays européens et d'Amérique du nord et les premières annonces du Japon, de l'Union Européenne et de l'Union Africaine sont encourageants. J'ajoute à cela, les propositions soumises par le Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité qui vont dans la bonne direction. Mais il nous faut aller vite et plus loin. J'en appelle donc à plus d'engagement financier, à plus d'appui logistique, au déploiement de plus de troupes et de moyens modernes de lutte contre le terrorisme car le Mali est un pays immense de 1 200 000 Km<sup>2</sup>. J'en appelle en priorité à l'implication des pays africains, notamment le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Egypte, la Libye, l'Algérie dont le rôle et la responsabilité sur le continent sont importants. La Côte d'Ivoire pour sa part a décidé d'apporter une contribution de 2 millions de dollars.

Cette guerre contre le terrorisme nécessite le déploiement de près de 8000 soldats, bien plus de soldats que les 3300 fixés par la résolution 2085. Nous devons pour cela disposer de ressources estimées à près de 950 millions de dollars, c'est-à-dire largement supérieur à l'estimation actuelle du budget de la MISMA. J'en appelle donc à la mobilisation bilatérale et multilatérale en signe de soutien au Mali et au sahel et aussi par nécessité pour la lutte antiterroriste.

Notre Conférence doit être non seulement à la hauteur des attentes des populations mais elle doit aussi indiquer aux terroristes que la communauté internationale mobilisera les ressources nécessaires et consentira tous les sacrifices pour éradiquer le terrorisme partout où il s'établira. En application de la résolution 2085, nous devons également trouver les ressources nécessaires pour soutenir le processus politique et électoral devant doter le Mali d'institutions légitimes, seules à même de mieux coordonner notre engagement dans ce pays frère.

Une fois la reconquête achevée, il nous faudra organiser le retour de l'administration dans les zones libérées. L'assistance humanitaire devra se poursuivre à l'endroit des réfugiés et des déplacés des régions du Nord.

Pour finir, je voudrais attirer l'attention de tous sur le drame humanitaire qui se déroule au Mali et dans les camps de réfugiés et de déplacés et d'appeler à plus de contributions en faveur des agences du système des Nations Unies et des ONG qui prennent en charge ces populations.

Je vous remercie